

Finance verte et entrepreneuriat durable : quels leviers pour les PME du secteur agricole ?

Auteur 1 : Sika AGNONVI.

Auteur 2 : Sèdjro Guillaume Nonkoudjè.

Auteur 3 : Kpèdadon Louis Tèkpanzo.

Auteur 4 : Yao Messah Kounetsron.

Sika AGNONVI, Docteur en Sciences de Gestion des Universités, Université de Lomé (Togo), Equipe de Recherche et d'Etude en Management des Organisations (EREMO),

Sèdjro Guillaume Nonkoudjè, Docteur en sciences de gestion, Laboratoire de Recherche sur les Performances et Développement des Organisations, Université d'Abomey-Calavi, Bénin et Chercheur invité au LENTIC, Université de Liège,

Kpèdadon Louis Tèkpanzo, Maître de Conférences Agrégé des Universités, Université de Parakou (Bénin), Centre de Recherche en Entrepreneuriat, Croissance et Innovation,

Yao Messah Kounetsron, Professeur titulaire des Universités, Université de Lomé (Togo), Equipe de Recherche et d'Etude en Management des Organisations (EREMO)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Sika AGNONVI, Sèdjro Guillaume Nonkoudjè, Kpèdadon Louis Tèkpanzo & Yao Messah Kounetsron (2026) « Finance verte et entrepreneuriat durable : quels leviers pour les PME du secteur agricole ? », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 0840 – 0860.



DOI : 10.5281/zenodo.19388018

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cette recherche analyse le rôle de la finance verte dans la promotion de l'entrepreneuriat durable au sein des petites et moyennes entreprises agricoles au Bénin. La méthodologie adoptée repose sur une approche qualitative fondée sur 46 entretiens semi-directifs réalisés auprès d'agripreneurs répartis dans cinq régions agricoles. L'analyse thématique des verbatims, conduite avec le logiciel NVivo 12, a permis de mettre en évidence une dynamique double. D'une part, la finance verte est perçue comme un levier stratégique pour accompagner la transition écologique et renforcer la résilience des exploitations face aux aléas climatiques, mais son accès reste limité par l'inadéquation des produits financiers existants, la rareté des subventions adaptées et l'absence de guichets verts décentralisés. D'autre part, l'entrepreneuriat durable se traduit par des pratiques telles que l'agriculture biologique, la conservation des sols, l'économie circulaire, la certification écologique et l'innovation verte, intégrant également des dimensions sociales comme l'implication des jeunes et des femmes. Les résultats révèlent une complémentarité forte dont l'accès à une finance verte adaptée facilite l'adoption des pratiques durables, tandis que ces dernières renforcent la crédibilité des PME agricoles auprès des institutions financières.

Mots-clés : Finance verte, entrepreneuriat durable, PME agricoles, transition écologique.

Abstract

The objective of this research is to analyze the role of green finance in promoting sustainable entrepreneurship among small and medium-sized agricultural enterprises in Benin. The methodology adopted is based on a qualitative approach using 46 semi-structured interviews with agripreneurs in five agricultural regions. Thematic analysis of the transcripts, conducted using NVivo 12 software, revealed a dual dynamic. On the one hand, green finance is perceived as a strategic lever to support ecological transition and strengthen the resilience of farms in the face of climate hazards, but access to it remains limited by the inadequacy of existing financial products, the scarcity of appropriate subsidies, and the absence of decentralized green windows. On the other hand, sustainable entrepreneurship is reflected in practices such as organic farming, soil conservation, the circular economy, ecological certification, and green innovation, also incorporating social dimensions such as the involvement of young people and women. The results reveal a strong complementarity, with access to appropriate green finance facilitating the adoption of sustainable practices, while the latter reinforce the credibility of agricultural SMEs with financial institutions.

Keywords: Green finance, sustainable entrepreneurship, agricultural SMEs, ecological transition.

Introduction

Depuis plusieurs décennies, les recherches portant sur les systèmes financiers et alimentaires connaissent un regain d'intérêt à l'échelle internationale, en raison des défis croissants liés au changement climatique, à la sécurité alimentaire et à la durabilité des modèles de production (Allaire & Daviron, 2017). Ces enjeux s'accroissent dans un contexte où les pressions environnementales, la raréfaction des ressources naturelles et l'instabilité des marchés agricoles interrogent la capacité des économies à maintenir une croissance inclusive tout en respectant les limites écologiques (Rockström et al., 2009 ; Sachs, 2015). Dans ce cadre, la transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement place la finance verte au cœur des politiques de développement, notamment dans le secteur agricole, particulièrement vulnérable aux aléas climatiques, à la perte de biodiversité et à la dégradation des sols (FAO, 2019 ; IPCC, 2022). La finance verte, entendue comme l'ensemble des instruments financiers intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement, s'impose progressivement comme un levier stratégique capable d'orienter les flux de capitaux vers des activités durables (OECD, 2021 ; Wang & Zhi, 2016). Elle recouvre divers mécanismes tels que les obligations vertes, les crédits carbone, les financements climatiques, ou encore les investissements responsables, qui visent à encourager l'adoption de pratiques compatibles avec les objectifs de développement durable (UNEP, 2020). De plus en plus d'études montrent que la finance verte ne constitue pas seulement un outil de financement alternatif, mais aussi un instrument incitatif permettant d'aligner la rentabilité économique avec des impératifs sociaux et environnementaux (Friede, Busch & Bassen, 2015 ; Weber, 2017).

Parallèlement, l'entrepreneuriat durable s'impose aujourd'hui comme une approche incontournable pour repenser les modèles économiques et orienter les activités productives vers la durabilité. Cette démarche consiste à concilier trois dimensions essentielles comme la rentabilité économique, la responsabilité sociale et la préservation de l'environnement, tout en favorisant l'innovation, la création de valeur partagée et l'adoption de pratiques responsables (Schaltegger & Wagner, 2011 ; Cohen & Winn, 2007). Selon York et Venkataraman (2010), l'entrepreneuriat durable ne se limite pas à la recherche de profit, mais implique également la génération d'impact social et environnemental positif, ce qui nécessite une approche intégrée et systémique des processus décisionnels. Cette logique se traduit par l'essor de pratiques telles que l'agriculture biologique, la conservation des ressources naturelles, l'économie circulaire, l'agroforesterie, ou encore l'utilisation de technologies propres et éco-efficientes (Hall et al., 2010 ; Hockerts & Wüstenhagen, 2010). La mise en œuvre de ces pratiques durables suppose l'existence de mécanismes financiers adaptés, capables de soutenir les investissements initiaux

souvent élevés et de réduire les risques liés à l'innovation et à la transition écologique (Shepherd & Patzelt, 2017 ; Wang et al., 2022).

Si cette articulation est de plus en plus étudiée dans les pays développés et émergents (UNEP, 2020 ; IFC, 2022), elle demeure encore peu explorée en Afrique subsaharienne, où l'agriculture constitue pourtant un pilier fondamental du développement économique et social. En Afrique, l'accès au financement est identifié comme l'un des principaux obstacles pour les petites et moyennes entreprises agricoles (PME agricoles), également appelées agripreneurs. Les instruments de la finance traditionnelle restent inadaptés car ils ne tiennent pas compte des spécificités agroécologiques, de la saisonnalité et de la forte incertitude qui caractérisent les cycles de production agricole (Banque mondiale, 2022). De plus, les mécanismes de finance verte, encore récents, demeurent mal connus ou difficiles d'accès pour de nombreux producteurs et PME agricoles, renforçant ainsi les inégalités dans l'adoption de pratiques durables.

Au Bénin, l'agriculture y occupe une place centrale dans l'économie nationale, représentant environ 30 % du PIB et constituant la principale source d'emplois pour la population active (FAO, 2023). Les PME agricoles y jouent un rôle structurant dans la transformation des filières locales, la sécurité alimentaire et la création de valeur ajoutée. Cependant, elles demeurent confrontées à des contraintes majeures d'accès aux financements, de faiblesse des garanties offertes, et de méconnaissance des dispositifs financiers existants. Dans ce contexte, l'introduction et l'adaptation de mécanismes de finance verte représentent une opportunité stratégique pour accompagner la transition écologique du secteur agricole, tout en renforçant sa résilience économique et sociale. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche. Elle vise à explorer les leviers de la finance verte susceptibles de soutenir un entrepreneuriat durable au sein des PME agricoles au Bénin. Plus spécifiquement, il s'agit d'analyser comment les instruments de finance verte peuvent faciliter l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement et renforcer la compétitivité des agripreneurs, tout en identifiant les contraintes institutionnelles, financières et organisationnelles qui freinent leur diffusion. L'article s'organise autour de trois sections. La première propose une revue de littérature sur la finance verte et l'entrepreneuriat durable. La seconde expose le cadre méthodologique mobilisé. La troisième présente et analyse suivie d'une discussion des résultats empiriques de l'étude.

1. Revue de littérature

1.1 Clarification de la finance verte

La finance verte renvoie à l'ensemble des flux financiers, instruments d'investissement et politiques économiques spécifiquement orientés vers la promotion d'activités qui contribuent à

la préservation de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique. Elle se distingue de la finance traditionnelle par son objectif explicite de concilier performance économique et impact écologique positif (Boulila & Triki, 2022). Autrement dit, il s'agit d'un système financier qui cherche à canaliser les ressources vers des projets respectueux des écosystèmes, capables de générer à la fois de la valeur économique et du capital environnemental. Parmi les principaux instruments de la finance verte, on retrouve les green bonds (obligations vertes), les prêts et crédits verts, les mécanismes de financement climatique, les fonds d'investissement socialement responsables (ISR), ainsi que diverses politiques d'incitation publique comme les subventions écologiques, les avantages fiscaux ou les garanties publiques destinées à réduire les risques pour les investisseurs (Nguyen & Scholtens, 2021). Ces instruments constituent des leviers essentiels pour orienter les choix d'investissement vers des projets alignés sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans le secteur agricole, la finance verte joue un rôle stratégique en soutenant la transition vers des modèles de production plus durables et résilients. Elle permet notamment de financer l'adoption de pratiques agricoles à faibles émissions de carbone (par exemple, l'agroécologie ou l'agriculture de conservation) ; la mise en œuvre de systèmes de gestion durable des ressources naturelles (gestion raisonnée de l'eau, utilisation d'intrants biologiques, reforestation) et l'investissement dans des technologies propres et innovantes, telles que les énergies renouvelables pour l'irrigation, les équipements économes en énergie ou les solutions numériques de suivi des cultures (FAO, 2023). Plusieurs travaux soulignent également que la finance verte peut contribuer à renforcer la résilience des PME agricoles face aux risques climatiques, tout en améliorant leur compétitivité sur les marchés locaux et internationaux (Olowu & Ademola, 2022). Cependant, son efficacité dépend fortement de la capacité d'accès des petites structures à ces financements, ce qui reste limité en Afrique subsaharienne en raison du manque d'information, de garanties financières insuffisantes et de la faible structuration du secteur (Osei-Tutu et al., 2021).

Ainsi, la finance verte ne constitue pas seulement un instrument économique ; elle représente aussi un cadre institutionnel et normatif favorisant la réorientation des investissements et l'intégration de la durabilité dans les modèles d'affaires agricoles. Son importance croissante traduit une volonté mondiale de transformer le système productif, en particulier dans des secteurs sensibles comme l'agriculture, où les enjeux de sécurité alimentaire et de préservation de l'environnement se croisent directement.

1.2 Concept de l'entrepreneuriat durable

L'entrepreneuriat durable se définit comme la création, le développement et la gestion d'activités économiques qui intègrent de manière harmonieuse les trois dimensions du

développement durable : économique, sociale et environnementale. Contrairement à l'entrepreneuriat classique qui privilégie avant tout la recherche du profit et la croissance économique, l'entrepreneuriat durable repose sur une vision élargie de la valeur, intégrant la préservation des ressources naturelles, l'équité sociale et la viabilité économique à long terme (Shepherd & Patzelt, 2017). Dans cette optique, l'entrepreneur durable n'est pas seulement un créateur de richesses financières, mais aussi un acteur du changement sociétal. Il cherche à répondre à des besoins économiques tout en minimisant les externalités négatives (pollution, épuisement des ressources, précarisation sociale) et en maximisant les retombées positives pour les communautés et l'environnement. L'approche repose donc sur une logique de « triple bottom line » qui évalue la performance à travers trois indicateurs clés : profit (économie), people (société), planet (environnement) (Elkington, 1997).

Dans le domaine agricole, l'entrepreneuriat durable se traduit par l'adoption de pratiques visant à concilier productivité et durabilité. Cela inclut la mise en œuvre de pratiques agroécologiques qui favorisent la biodiversité et réduisent l'usage des intrants chimiques ; l'utilisation et la valorisation de semences locales et résilientes, mieux adaptées aux conditions climatiques et réduisant la dépendance aux intrants importés ; la gestion raisonnée et durable de l'eau, par des systèmes d'irrigation économes et des techniques de conservation des sols et le recours à des solutions technologiques innovantes (agriculture de précision, énergie solaire, outils numériques de suivi des récoltes) permettant de réduire l'impact environnemental tout en améliorant la productivité (Nkakleu, 2021). De plus, l'entrepreneuriat durable dans l'agriculture intègre souvent une dimension communautaire et inclusive, en promouvant la participation des petits producteurs, la valorisation du savoir-faire local, la création d'emplois décents et l'autonomisation des femmes et des jeunes en milieu rural (FAO, 2022). Il contribue ainsi à renforcer la sécurité alimentaire et à construire des modèles agricoles plus résilients face aux chocs climatiques et économiques. Toutefois, malgré son potentiel, l'entrepreneuriat durable reste confronté à plusieurs défis comme le faible accès au financement adapté, manque de formation spécifique des entrepreneurs sur les pratiques durables, et contraintes institutionnelles et réglementaires qui ne favorisent pas toujours l'innovation verte (Schaltegger et al., 2018).

1.3 État de l'art : entre finance verte et entrepreneuriat durable

L'accès à une finance adaptée et responsable constitue aujourd'hui un levier essentiel pour la transition vers l'entrepreneuriat durable, en particulier dans les économies en développement. Plusieurs études ont mis en évidence que la disponibilité de ressources financières orientées vers la durabilité permet aux petites et moyennes entreprises (PME) de mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement tout en restant économiquement viables (Wang et

al., 2022). Compte tenu des vulnérabilités liées aux changements climatiques et à la fragilité des structures entrepreneuriales, la Banque africaine de développement (2022) souligne l'importance de mécanismes financiers innovants tels que les fonds verts, les partenariats public-privé et les microcrédits verts, qui sont conçus pour inciter les petites entreprises, notamment dans le secteur agricole, à adopter des pratiques plus durables et résilientes.

Du point de vue théorique, plusieurs perspectives permettent de comprendre le rôle central de la finance verte dans l'entrepreneuriat durable. Deux approches sont particulièrement mobilisées : la théorie des ressources et capacités dynamiques et la théorie institutionnelle. La théorie des ressources et capacités dynamiques (Teece, 2014) postule que la capacité des entreprises à générer un avantage concurrentiel durable dépend de leur aptitude à mobiliser, combiner et transformer leurs ressources dans des environnements incertains et évolutifs. Les ressources financières, lorsqu'elles sont spécifiquement orientées vers des projets durables, jouent un rôle stratégique : elles permettent aux PME de financer des technologies propres, d'acquérir des compétences spécialisées, et d'expérimenter des modèles d'affaires intégrant la durabilité (Barney, 1991 ; Eisenhardt & Martin, 2000). Ainsi, la finance verte ne se limite pas à un simple apport monétaire : elle constitue un pivot d'innovation, de transformation organisationnelle et de renforcement de la résilience face aux chocs environnementaux ou économiques. En complément, Zahra et al. (2006) soulignent que la capacité à recombinaison des ressources financières et humaines en réponse aux opportunités environnementales et sociales conditionne l'efficacité de l'entrepreneuriat durable, renforçant la valeur stratégique des instruments financiers verts.

Les approches institutionnalistes mettent en évidence l'influence déterminante du cadre institutionnel sur le comportement entrepreneurial (North, 1990 ; Scott, 2014). Les institutions formelles (les politiques publiques, la régulation financière et les normes environnementales) et informelles (la culture entrepreneuriale ou les normes sociales) structurent les opportunités et les contraintes auxquelles sont confrontées les entreprises. Dans ce contexte, les instruments de finance verte (subventions, fiscalité incitative, programmes étatiques, labels verts) participent à la construction d'un environnement institutionnel favorable à la transition durable (DiMaggio & Powell, 1983 ; Bitektine, 2011). Ces dispositifs réduisent les risques perçus liés à l'investissement dans des pratiques durables, renforcent l'adhésion aux standards environnementaux, et stimulent la légitimité sociale des initiatives entrepreneuriales. En effet, selon Scott et Meyer (1991), les entreprises tendent à adopter des pratiques compatibles avec les attentes institutionnelles pour obtenir un soutien économique et social, ce qui souligne l'importance des incitations financières et réglementaires dans l'émergence de l'entrepreneuriat durable.

La finance verte permet aux PME de mobiliser les capacités dynamiques nécessaires pour innover et s'adapter à un environnement changeant. De même, elle structure un cadre incitatif qui guide les comportements entrepreneuriaux vers la durabilité. Cette double fonction explique pourquoi l'accès à des instruments financiers adaptés est souvent considéré comme un facteur clé de succès pour la transition vers des modèles d'affaires durables, notamment dans le contexte des économies émergentes où les contraintes institutionnelles et financières sont particulièrement fortes (Wang et al., 2022 ; Osei-Tutu et al., 2021).

Par ailleurs, de nombreux travaux empiriques confirment l'importance des instruments financiers verts pour stimuler l'entrepreneuriat durable et favoriser l'innovation dans les pratiques agricoles et industrielles. L'accès à ces financements permet aux entreprises d'expérimenter de nouvelles méthodes de production, de réduire leur empreinte écologique et d'accroître leur résilience face aux contraintes environnementales et économiques. Ghosh et Rajan (2020) montrent que les entreprises bénéficiant de crédits verts ou de subventions pour des projets écologiques expérimentent davantage avec des technologies moins polluantes et des processus de production éco-efficaces. Ces financements favorisent non seulement l'adoption de pratiques durables, mais renforcent également la compétitivité en permettant aux PME de répondre aux attentes croissantes des consommateurs en matière de durabilité.

Kouadio (2023) souligne que les financements verts contribuent à améliorer la productivité agricole tout en limitant l'impact environnemental, consolidant ainsi la viabilité économique et écologique des exploitations. De façon complémentaire, Olowu et Ademola (2022) indiquent que les PME ayant accès à des ressources financières responsables présentent une meilleure résilience face aux chocs climatiques et économiques, leur permettant de maintenir leurs activités, sécuriser les emplois et assurer une continuité dans la chaîne de production. Ces résultats sont corroborés par les travaux de Zhang et al. (2021), qui montrent que l'investissement dans la finance verte améliore la capacité des entreprises agricoles à adopter des technologies intelligentes et des pratiques de gestion durable, tout en réduisant la vulnérabilité aux aléas climatiques.

Cependant, l'accès à la finance verte n'est pas exempt de difficultés. Plusieurs études mettent en évidence que la méconnaissance des instruments financiers, la complexité administrative, le manque de garanties et la faible sensibilisation constituent des obstacles majeurs (Osei-Tutu et al., 2021 ; Nguyen et al., 2020). Les petites entreprises rurales, par exemple, peuvent éprouver des difficultés à fournir les garanties exigées pour obtenir un microcrédit vert, ou encore à comprendre les critères d'éligibilité aux subventions environnementales. Ces obstacles limitent l'efficacité des mécanismes financiers existants et freinent la transition vers des modèles d'affaires durables. En outre, selon Shafi et al. (2022), l'absence de formation et de conseil

technique sur l'usage des instruments financiers verts réduit l'impact de ces financements sur l'innovation et la durabilité, renforçant ainsi la nécessité d'un accompagnement institutionnel et d'un cadre de soutien adapté.

Ainsi, si la finance verte représente une opportunité stratégique pour stimuler l'innovation, la résilience et la durabilité des PME, son efficacité dépend largement de l'existence de mécanismes d'accompagnement, de formation et de simplification administrative pour surmonter les barrières institutionnelles et informationnelles.

2- Méthodologie de recherche

Le choix d'une approche qualitative s'est imposé pour cette recherche, dans la mesure où elle permet de recueillir des données riches, contextualisées et ancrées dans l'expérience vécue des acteurs. Cette démarche s'inscrit dans une logique exploratoire visant à comprendre la manière dont la finance verte est perçue et mobilisée par les agripreneurs béninois, ainsi que les leviers qu'elle offre pour promouvoir un entrepreneuriat durable dans le secteur agricole.

L'étude repose sur la réalisation de 46 entretiens semi-directifs conduits auprès d'agripreneurs répartis dans 05 régions agricoles du Bénin. Le recours à la diversité géographique visait à saisir la pluralité des réalités et à confronter des pratiques différenciées selon les contextes territoriaux. Les participants ont été sélectionnés sur la base de critères liés à leur implication dans l'agro-transformation, l'agriculture biologique et, plus largement, dans des filières intégrant une dimension environnementale, que ce soit à travers la production sans pesticides, la valorisation des déchets agricoles dans une logique d'économie circulaire, ou encore l'adoption de pratiques d'agriculture de conservation. Ce choix d'échantillon raisonné permet de mettre en lumière des expériences concrètes et variées, représentatives de l'émergence d'un entrepreneuriat agricole durable au Bénin.

Les entretiens, d'une durée moyenne comprise entre 45 minutes et 1h30, ont été structurés autour de trois grands axes. Le premier portait sur le niveau de connaissance et d'usage des instruments de finance verte, permettant d'explorer les perceptions des agripreneurs quant à la disponibilité et l'accessibilité de ces mécanismes. Le deuxième axe s'intéressait aux motivations et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de pratiques agricoles durables, afin de mieux comprendre les facteurs internes et externes qui favorisent ou freinent l'intégration de la durabilité dans leurs activités. Enfin, le troisième axe abordait les attentes des agripreneurs à l'égard des politiques publiques et des institutions financières, dans l'optique d'identifier les leviers d'action et d'accompagnement les plus pertinents pour renforcer l'impact de la finance verte dans le secteur agricole.

L'ensemble des entretiens a été enregistré avec l'accord des participants, puis intégralement retranscrit en vue d'une analyse rigoureuse. Celle-ci repose sur une démarche d'analyse de

contenu thématique inspirée de Bardin (2013). Le codage a permis de dégager des catégories et sous-catégories autour des concepts de finance verte, d'innovation durable, de contraintes structurelles et d'attentes institutionnelles. Cette étape a été facilitée par l'usage d'outils logiciel (NVivo Plus) afin de systématiser le classement des données et de garantir la traçabilité des interprétations.

3. Présentation et discussion des résultats de la recherche

3.1 Présentation des résultats de la recherche

L'analyse des données collectées a débuté par la transcription exhaustive des 46 entretiens semi-directifs réalisés auprès d'agripreneurs répartis dans 05 régions agricoles du Bénin. Les discussions ont permis de mettre en évidence les leviers et les freins liés à l'accès aux financements verts ainsi qu'aux pratiques d'entrepreneuriat durable dans le secteur agricole. Les résultats montrent que la finance verte et l'entrepreneuriat durable sont intimement liés : la disponibilité et l'adaptation des instruments financiers influencent directement la capacité des PME agricoles à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, tout en assurant leur rentabilité et leur résilience face aux aléas climatiques et économiques.

Concernant la finance verte, de nombreux agripreneurs perçoivent cette approche comme une opportunité stratégique pour transformer leurs pratiques agricoles et renforcer la durabilité de leurs exploitations. Cependant, la plupart déplorent l'inadéquation des outils existants par rapport aux cycles longs de production agricole. Comme l'exprime un enquêté : « ...les microcrédits verts pourraient soutenir la transition écologique, mais les échéances de remboursement sont souvent incompatibles avec nos réalités saisonnières » (Entretien 1). L'accès limité aux fonds climat et l'absence de guichets verts décentralisés en zones rurales apparaissent également comme des contraintes majeures, créant un fossé entre les discours institutionnels et la réalité des agriculteurs (Entretien 2). La complexité et la sélectivité des subventions pour la transition écologique limitent encore davantage l'impact concret de la finance verte (Entretien 3). Plusieurs agripreneurs soulignent que les financements traditionnels ne tiennent pas compte des risques climatiques ni de la saisonnalité des récoltes, renforçant la nécessité d'instruments adaptés au contexte agricole local (Entretien 4).

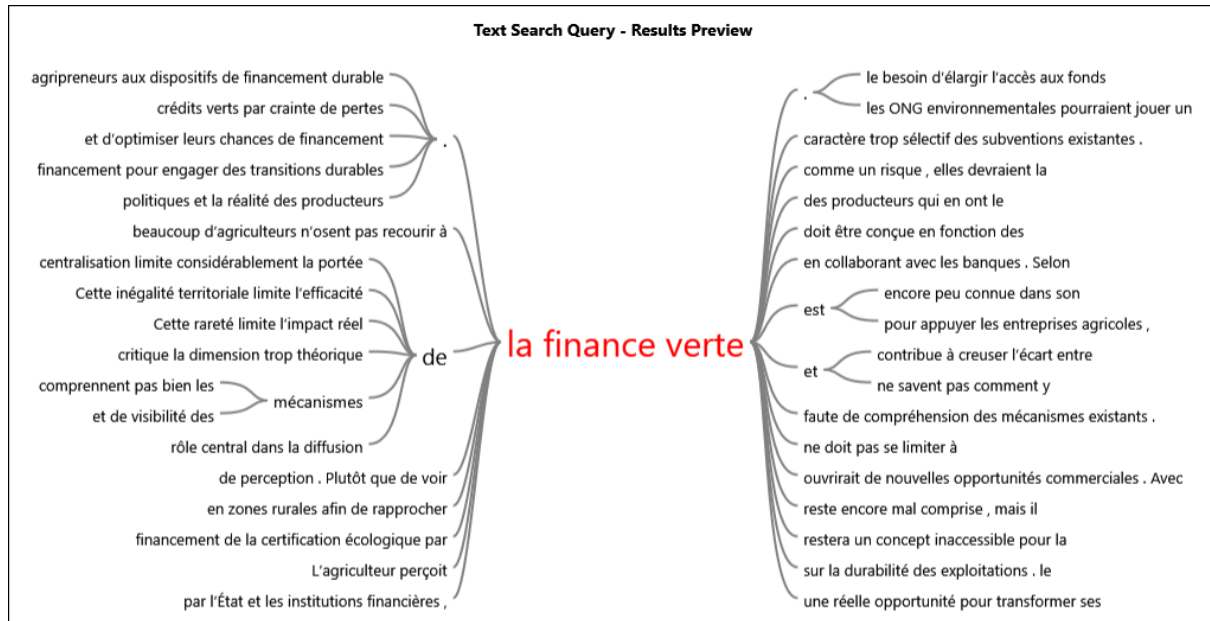
Pour pallier ces difficultés, les participants évoquent des leviers précis comme la mise en place de fonds de garantie écologiques pour sécuriser les crédits verts (Entretien 5), l'éducation financière pour améliorer la compréhension et l'usage des instruments financiers (Entretien 6, 18), et l'intégration de la finance verte dans la valorisation des produits via la certification écologique (Entretien 7, 19). D'autres soulignent l'importance de partenariats entre banques et ONG environnementales pour crédibiliser et diffuser les mécanismes de financement (Entretien 10), ainsi que la création de guichets verts décentralisés pour rapprocher les services financiers

des producteurs ruraux (Entretien 12, 20). Enfin, les attentes vis-à-vis de l'État et des institutions financières restent fortes, les agripreneurs réclamant des dispositifs incitatifs clairs et inclusifs pour rendre la finance verte réellement accessible (Entretien 23).

En parallèle, l'analyse des verbatims sur l'entrepreneuriat durable révèle que les agripreneurs considèrent cette approche comme un équilibre nécessaire entre rentabilité économique et responsabilité environnementale. Les pratiques les plus fréquemment citées incluent l'agriculture biologique (Entretien 25, 34), la conservation des ressources et des sols (Entretien 26, 30), et l'économie circulaire (Entretien 27). Les agripreneurs mettent également en avant la certification écologique comme levier pour accéder à de nouveaux marchés et valoriser leurs produits (Entretien 29), ainsi que l'innovation verte, notamment à travers l'utilisation de séchoirs solaires ou de systèmes d'irrigation goutte-à-goutte (Entretien 31, 42). Les dimensions sociales et organisationnelles sont également prépondérantes. La durabilité ne se limite pas à l'environnement, mais intègre la pérennité économique, la transmission des savoirs aux jeunes, l'implication des femmes, ainsi que l'amélioration des conditions de travail (Entretien 32, 41, 46). Les participants insistent sur le rôle de la coopération et du partage de connaissances à l'échelle communautaire pour renforcer l'impact des pratiques durables (Entretien 36). La durabilité est ainsi perçue comme une vision à long terme, nécessitant des sacrifices à court terme pour garantir la continuité et la compétitivité de l'exploitation (Entretien 37, 46).

La combinaison des deux variables met en évidence une complémentarité essentielle : l'accès à une finance verte adaptée constitue un facteur facilitateur pour la mise en œuvre de l'entrepreneuriat durable, tandis que l'adoption de pratiques durables renforce la crédibilité et l'attractivité des agripreneurs auprès des institutions financières. Les résultats indiquent que les PME agricoles qui réussissent à articuler correctement ces deux dimensions sont mieux préparées à surmonter les contraintes économiques, climatiques et sociales, et à saisir les opportunités de croissance. Cette analyse sera approfondie à l'aide de Nvivo 12 afin d'identifier les concepts clés, de visualiser les liens entre les différents déterminants, et de structurer les axes d'interprétation pour la discussion des résultats.

Figure 2 : Arbre de mots de la finance verte



Source : résultats issus de nos enquêtes, Nvivo12

Cette figure montre que la perception de la finance verte par les acteurs interrogés oscille entre un fort intérêt et une réelle difficulté d'accès. Les verbatims révèlent que la majorité des répondants considèrent la finance verte comme une opportunité essentielle pour accompagner la transition écologique et améliorer la durabilité agricole. Toutefois, plusieurs obstacles se dégagent comme manque de mécanismes de microcrédits verts adaptés, absence de guichets décentralisés, rareté des subventions et faible compréhension des dispositifs existants. Les participants soulignent également que la finance traditionnelle ne prend pas en compte la spécificité des cycles agricoles, ce qui limite la pertinence et l'efficacité des financements disponibles.

En outre, les discours mettent en évidence une demande forte pour des solutions inclusives et adaptées aux réalités locales, comme la mise en place de fonds de garantie écologiques, l'intégration de la certification verte, et l'accompagnement technique des producteurs. Plusieurs répondants insistent sur l'importance de l'éducation financière afin de mieux comprendre et utiliser les mécanismes de la finance verte. Globalement, l'analyse montre que si la finance verte reste encore centralisée, mal comprise et difficile d'accès, elle est perçue comme une chance stratégique pour transformer l'agriculture et renforcer la compétitivité des petits producteurs sur les marchés locaux et internationaux.

Axe 2 : Entrepreneuriat durable

Figure 3 : Nuage de mots de l'entrepreneuriat durable



Source : résultats issus de nos enquêtes, Nvivo12

Pour approfondir notre analyse, les concepts les plus récurrents sont mis dans ce tableau présent ci-après.

Tableau 2 : Fréquence d'apparition de mots

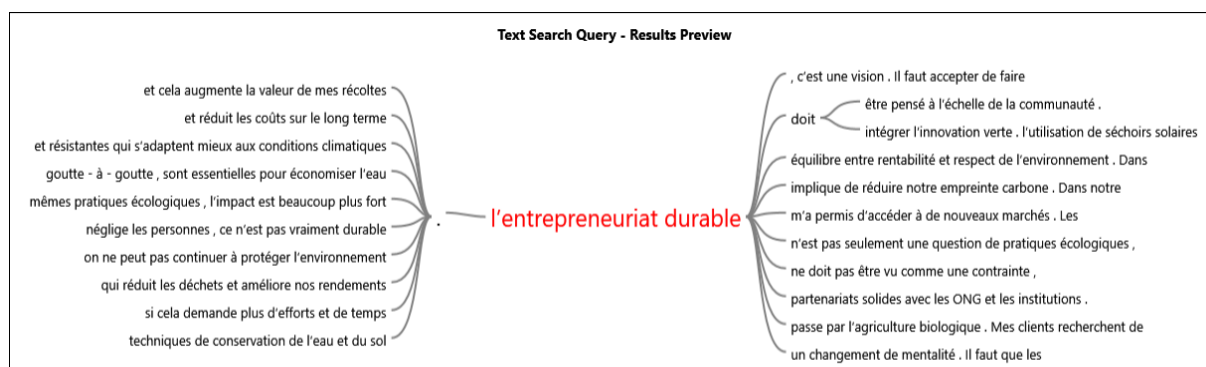
Mots ou groupes de mots	Fréquence de mots
Entrepreneuriat durable	65 %
Agriculture biologique	59 %
Conservation des ressources	54 %
Economie circulaire	49 %
Certification écologique	44 %
Innovation verte	39 %
Rentabilité	35 %

Source : résultats issus de nos enquêtes, Nvivo12

Ce tableau montre que le concept d'entrepreneuriat durable (65 %) domine largement les discours des enquêtés, confirmant qu'il constitue la référence centrale autour de laquelle s'articulent les autres dimensions. Les notions d'agriculture biologique (59 %) et de conservation des ressources (54 %) apparaissent comme des pratiques clés associées à la durabilité, tandis que l'économie circulaire (49 %) et la certification écologique (44 %) traduisent la volonté des producteurs d'innover et de répondre aux exigences du marché. En

effet, l'innovation verte et la rentabilité durable mettent en évidence la recherche d'un équilibre entre performance économique et responsabilité environnementale.

Figure 4 : Arbre de mots de l'entrepreneuriat durable



Source : résultats issus de nos enquêtes, Nvivo12

Cette figure montre que l'entrepreneuriat durable est perçu par les enquêtés comme une démarche centrale qui associe rentabilité économique et responsabilité environnementale. Les verbatims révèlent que plusieurs pratiques concrètes sont citées de manière récurrente, telles que l'agriculture biologique, la conservation des sols, l'économie circulaire et l'usage d'engrais organiques. Ces dimensions traduisent une volonté de préserver les ressources naturelles tout en assurant la continuité de l'activité agricole. Les enquêtés insistent également sur l'importance de la certification écologique et de l'innovation verte (comme les séchoirs solaires ou l'irrigation goutte-à-goutte), qui sont perçues comme des leviers stratégiques pour améliorer la compétitivité et accéder à de nouveaux marchés.

Par ailleurs, l'analyse met en évidence une conception élargie de l'entrepreneuriat durable qui intègre des dimensions sociales, telles que la transmission des savoirs, l'implication des jeunes et des femmes, ainsi que l'amélioration des conditions de travail. Les enquêtés reconnaissent que la durabilité ne se limite pas à l'environnement mais inclut également la pérennité économique et l'équité sociale. En somme, cette variable met en lumière un mouvement de fond vers un modèle entrepreneurial agricole plus inclusif, innovant et orienté vers le long terme, ce qui justifie la forte résonance des concepts dans l'arbre de mots. Ainsi, cette analyse explique que la finance verte et l'entrepreneuriat durable sont étroitement liés dans le contexte des PME agricoles au Bénin.

La finance verte apparaît comme un levier incontournable pour permettre aux agripreneurs d'adopter des pratiques durables, telles que l'agriculture biologique, la conservation des ressources ou l'économie circulaire. En facilitant l'accès à des mécanismes adaptés microcrédits verts, fonds climat, fonds de garantie écologique et accompagnement financier et technique, elle soutient la transition écologique tout en renforçant la pérennité économique des exploitations. L'intégration de la finance verte dans les stratégies des PME agricoles ne se limite

donc pas à un simple financement, elle constitue un outil structurant qui permet de concrétiser les ambitions de l'entrepreneuriat durable. La complémentarité de ces deux variables souligne que la durabilité des entreprises agricoles dépend à la fois de la disponibilité de financements adaptés et de l'adoption de pratiques responsables, innovantes et inclusives. Ce lien constitue donc un axe stratégique pour le développement durable du secteur agricole au Bénin.

3.2 Discussion et implications des résultats de la recherche

Les résultats obtenus confirment que la finance verte et l'entrepreneuriat durable entretiennent une relation étroite et complémentaire dans le contexte des PME agricoles béninoises. Les agripreneurs interrogés perçoivent la finance verte comme un levier stratégique permettant de soutenir la transition écologique, mais en même temps, ils dénoncent des contraintes majeures liées à l'accessibilité, à l'adaptation des instruments financiers aux cycles agricoles et à la faible diffusion des mécanismes de financement durable. Ces constats rejoignent les travaux de Taghizadeh-Hesary et Yoshino (2019) qui soulignent que le potentiel de la finance verte est largement limité dans les pays en développement par l'inadéquation des dispositifs existants aux réalités économiques locales.

L'un des apports essentiels de cette recherche est de mettre en évidence que, pour les agripreneurs, la finance verte n'est pas seulement un outil de financement, mais un instrument de transformation structurelle de leurs pratiques agricoles. Elle favorise l'adoption de l'agriculture biologique, de l'économie circulaire ou encore de l'innovation verte (séchoirs solaires, irrigation goutte-à-goutte), confirmant ainsi l'idée selon laquelle la finance verte agit comme un facteur catalyseur de la durabilité (Zhang, 2021). Toutefois, les résultats montrent également un écart significatif entre les discours institutionnels sur la finance verte et la réalité des producteurs ruraux. L'absence de guichets décentralisés et la complexité des subventions environnementales créent une fracture d'accessibilité, comme l'ont aussi observé Amin et al. (2020) en Asie du Sud dans l'étude de l'accès des petits producteurs aux fonds climat.

Du point de vue de l'entrepreneuriat durable, les résultats confirment que les PME agricoles béninoises associent cette démarche à un équilibre entre rentabilité économique et responsabilité environnementale, intégrant également des dimensions sociales comme la transmission intergénérationnelle, l'implication des femmes et l'amélioration des conditions de travail. Ces résultats corroborent les conclusions de Cohen et Winn (2007) et Shepherd & Patzelt (2011), pour qui l'entrepreneuriat durable se définit comme une dynamique tripartite intégrant la viabilité économique, la préservation environnementale et l'équité sociale. La forte récurrence des concepts d'agriculture biologique et de conservation des ressources confirme aussi que les PME agricoles du Bénin sont engagées, à des degrés divers, dans une logique de production responsable telle que décrite par Hockerts & Wüstenhagen (2010).

L'analyse croisée des deux dimensions met en évidence une boucle de rétroaction positive : l'accès à des mécanismes financiers adaptés facilite l'adoption de pratiques agricoles durables, tandis que l'intégration effective de ces pratiques renforce la crédibilité des agripreneurs auprès des bailleurs et institutions financières. Cette complémentarité s'aligne avec les résultats de Kraus et al. (2018), qui montrent que l'innovation durable accroît la légitimité externe des PME et facilite leur accès aux financements spécialisés.

Sur le plan théorique, cette étude contribue à enrichir la littérature sur l'articulation entre finance verte et entrepreneuriat durable dans un contexte africain encore peu exploré. Alors que la plupart des recherches se concentrent sur les grandes entreprises ou sur les marchés financiers internationaux (Weber & ElAlfy, 2019), nos résultats mettent en lumière la manière dont les PME agricoles, en tant qu'acteurs locaux, expérimentent la finance verte et la traduisent en pratiques concrètes. L'étude souligne aussi la pertinence des approches institutionnelles (North, 1990) pour comprendre les écarts entre politiques de financement vert et réalités locales.

Au niveau managérial, les résultats suggèrent que les agripreneurs devraient développer des stratégies combinant innovation verte et outils financiers alternatifs, tels que les fonds de garantie écologiques, afin de contourner les rigidités du financement bancaire classique. Les résultats appellent également à un renforcement des compétences des producteurs par le biais de programmes d'éducation financière et écologique, ce qui renforcerait leur capacité à mobiliser efficacement les dispositifs existants (Bocken et al., 2014).

Enfin, cette recherche met en évidence la nécessité d'une décentralisation effective de la finance verte, notamment à travers la création de guichets verts régionaux et l'adaptation des mécanismes de microcrédit aux cycles agricoles. Les décideurs publics pourraient également instaurer des incitations fiscales ou des mécanismes de subvention simplifiés pour soutenir les investissements écologiques des PME agricoles. Ces orientations rejoignent les recommandations de la Banque Africaine de Développement (2022) sur le rôle des politiques publiques dans la démocratisation de la finance verte en Afrique. Si la finance verte apparaît encore comme un instrument centralisé et difficile d'accès, elle constitue néanmoins un levier déterminant pour accélérer la transition écologique et renforcer la compétitivité des PME agricoles.

Conclusion

L'objectif de cette recherche est de comprendre les interactions entre la finance verte et l'entrepreneuriat durable dans le secteur agricole béninois, en mettant en évidence les leviers et contraintes qui influencent la capacité des petites et moyennes entreprises agricoles à concilier performance économique et responsabilité environnementale. En s'inscrivant dans une démarche qualitative, l'étude a cherché à comprendre de manière contextualisée comment les agripreneurs perçoivent et mobilisent les outils de financement vert, et dans quelle mesure ces derniers conditionnent l'adoption de pratiques entrepreneuriales durables. Ainsi, la recherche s'est appuyée sur 46 entretiens semi-directifs menés auprès d'agripreneurs issus de cinq régions agricoles du Bénin. Les participants ont été sélectionnés en fonction de leur implication dans des filières agroécologiques, d'agro-transformation ou intégrant une dimension environnementale. L'analyse thématique, menée à partir des transcriptions intégrales et appuyée par l'utilisation du logiciel NVivo 12, a permis de dégager les principaux déterminants de la finance verte et de l'entrepreneuriat durable, ainsi que les articulations entre ces deux dimensions.

Les résultats révèlent que la finance verte est perçue comme une opportunité stratégique pour transformer les pratiques agricoles et assurer la résilience face aux aléas climatiques. Toutefois, elle reste confrontée à de nombreux obstacles, notamment l'inadéquation des produits financiers avec les cycles agricoles, l'absence de guichets verts décentralisés, la rareté des subventions adaptées et la faible compréhension des mécanismes existants. Pour pallier ces limites, les enquêtés mettent en avant la nécessité de créer des fonds de garantie écologiques, de renforcer l'éducation financière, de développer des microcrédits verts adaptés aux spécificités agricoles et d'encourager des partenariats entre institutions financières, ONG et pouvoirs publics. En parallèle, l'entrepreneuriat durable apparaît comme une démarche centrale, fondée sur l'équilibre entre rentabilité économique et responsabilité environnementale. Les pratiques citées incluent l'agriculture biologique, la conservation des sols, l'économie circulaire, l'innovation verte et la certification écologique. Les résultats soulignent également l'importance des dimensions sociales, telles que la transmission des savoirs aux jeunes, l'implication des femmes et l'amélioration des conditions de travail, confirmant une conception élargie de la durabilité.

Les apports de cette recherche se situent à plusieurs niveaux. Sur le plan théorique, elle enrichit la littérature en mettant en évidence la complémentarité entre finance verte et entrepreneuriat durable, deux notions souvent abordées séparément dans les travaux antérieurs. Elle confirme que l'accès à des financements verts adaptés constitue un levier essentiel pour l'adoption et la pérennisation des pratiques agricoles durables. Sur le plan pratique, elle offre aux décideurs

publics et aux institutions financières des pistes d'action concrètes : création de guichets verts décentralisés, développement de produits financiers adaptés à la saisonnalité agricole, intégration de l'éducation financière et appui à la certification écologique.

Cependant, cette étude comporte certaines limites. Elle repose sur une approche qualitative, ce qui limite la généralisation des résultats à l'ensemble du secteur agricole béninois. De plus, l'échantillon reste centré sur les agripreneurs ayant déjà une sensibilité à la durabilité, ce qui pourrait biaiser les résultats. Enfin, la recherche n'a pas intégré les perspectives des institutions financières elles-mêmes, alors qu'elles constituent des acteurs centraux dans l'écosystème de la finance verte.

Ces limites ouvrent la voie à plusieurs perspectives de recherche. Des études quantitatives à plus large échelle pourraient permettre de mesurer l'ampleur des tendances mises en évidence et de tester statistiquement les liens entre finance verte et performance durable des PME agricoles. Une exploration comparative entre différentes régions d'Afrique de l'Ouest permettrait également de mieux comprendre les spécificités locales et d'identifier les bonnes pratiques transférables. Enfin, l'intégration du point de vue des institutions financières, des bailleurs et des pouvoirs publics permettrait de compléter le regard des agripreneurs pour proposer un cadre de gouvernance plus inclusif et cohérent.

Références bibliographiques

Allaire, G., & Daviron, B. (2017). *Transitions agroalimentaires et mondialisations*. Paris : Quæ.

Banque africaine de développement (2022). *Financing sustainable small and medium enterprises in Africa: Green funds and innovative mechanisms*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Banque africaine de développement.

Barney, J. (1991). Firm resources and sustained competitive advantage. *Journal of Management*, 17(1), 99–120. <https://doi.org/10.1177/014920639101700108>

Bitektine, A. (2011). Toward a theory of social judgments of organizations: The case of legitimacy, reputation, and status. *Academy of Management Review*, 36(1), 151–179. <https://doi.org/10.5465/amr.2008.0361>

Cohen, B., & Winn, M. I. (2007). Market imperfections, opportunity and sustainable entrepreneurship. *Journal of Business Venturing*, 22(1), 29–49. <https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2004.12.001>

DiMaggio, P., & Powell, W. (1983). The iron cage revisited: Institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields. *American Sociological Review*, 48(2), 147–160. <https://doi.org/10.2307/2095101>

Elkington, J. (1997). *Cannibals with Forks : The Triple Bottom Line of 21st Century Business*. Oxford : Capstone Publishing.

FAO (2019). *The State of Food and Agriculture 2019: Moving forward on food loss and waste reduction*. Rome: FAO.

FAO. (2022). *The State of Food and Agriculture 2022 : Leveraging automation in agriculture for transforming agrifood systems*. Rome : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Friede, G., Busch, T., & Bassen, A. (2015). ESG and financial performance: aggregated evidence from more than 2000 empirical studies. *Journal of Sustainable Finance & Investment*, 5(4), 210-233.

Ghosh, S., & Rajan, R. (2020). Green finance and innovation in agriculture : Evidence from developing countries. *Journal of Environmental Economics and Management*, 101, 102–115. <https://doi.org/10.1016/j.jeem.2019.102115>

Ghosh, S., & Rajan, R. (2020). Green finance and innovation in agriculture: Evidence from developing countries. *Journal of Environmental Economics and Management*, 101, 102–115. <https://doi.org/10.1016/j.jeem.2019.102115>

- Hall, J. K., Daneke, G. A., & Lenox, M. J. (2010). Sustainable development and entrepreneurship: Past contributions and future directions. *Journal of Business Venturing*, 25(5), 439–448. <https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2009.07.002>
- Hockerts, K., & Wüstenhagen, R. (2010). Greening Goliaths versus emerging Davids – Theorizing about the role of incumbents and new entrants in sustainable entrepreneurship. *Journal of Business Venturing*, 25(5), 481–492. <https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2009.07.005>
- IPCC (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report.
- Kouadio, I. (2023). Sustainable agricultural practices and productivity: The role of green financing in West Africa. *African Journal of Sustainable Development*, 15(2), 45–63.
- Micale, V., Tonkonogy, B., & Mazza, F. (2018). *Understanding and increasing finance for climate adaptation in developing countries*. Climate Policy Initiative.
- Nguyen, T., Hoang, T., & Pham, H. (2020). Barriers to green finance adoption in small and medium enterprises: Evidence from Southeast Asia. *Journal of Cleaner Production*, 276, 123–137. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2020.123137>
- Nkakleu, R. (2021). *Entrepreneuriat durable et innovation en Afrique : Perspectives et défis*. Yaoundé : Presses Universitaires Africaines.
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge : Cambridge University Press.
- OECD (2021). *Green Finance and Investment*. OECD Publishing, Paris.
- Olowu, D., & Ademola, A. (2022). Climate resilience of small enterprises: The moderating role of green financial instruments. *Journal of Cleaner Production*, 350, 131–145.
- Osei-Tutu, E., Mensah, J., & Amankwah-Amoah, J. (2021). Barriers to the adoption of green finance by SMEs in Africa. *Sustainable Finance Review*, 2(1), 56–72.
- Sachs, J. D. (2015). *The Age of Sustainable Development*. New York: Columbia University Press.
- Schaltegger, S., & Wagner, M. (2011). *Sustainable entrepreneurship and sustainability innovation: Categories and interactions*. *Business Strategy and the Environment*, 20(4), 222–237. <https://doi.org/10.1002/bse.682>
- Schaltegger, S., Lüdeke-Freund, F., & Hansen, E. G. (2018). *Business models for sustainability: A co-evolutionary analysis of sustainable entrepreneurship, innovation, and transformation*. *Organization & Environment*, 29(3), 264–289. <https://doi.org/10.1177/1086026616633272>
- Scott, W. R. (2014). *Institutions and organizations: Ideas, interests, and identities* (4^e éd.). Thousand Oaks, CA : Sage Publications.

- Scott, W. R., & Meyer, J. W. (1991). *The organization of societal sectors: Propositions and early evidence*. In W. W. Powell & P. J. DiMaggio (Eds.), *The new institutionalism in organizational analysis* (pp. 108–140). Chicago : University of Chicago Press.
- Shafi, M., Liu, J., & Ren, W. (2022). The role of green finance in promoting environmental sustainability: Evidence from SMEs. *Sustainability*, 14(10), 6125.
- Shepherd, D. A., & Patzelt, H. (2017). *Entrepreneurship and sustainability: A review and outline of future research*. *Journal of Management*, 43(1), 234–271.
- Teece, D. J. (2014). The foundations of enterprise performance : Dynamic and ordinary capabilities in an (economic) theory of firms. *Academy of Management Perspectives*, 28(4), 328–352. <https://doi.org/10.5465/amp.2013.0116>
- UNEP (2020). *Financing Sustainable Development in the Era of Climate Change*. United Nations Environment Programme.
- Wang, Y., & Zhi, Q. (2016). The role of green finance in environmental protection: Two aspects of market mechanism and policies. *Energy Procedia*, 104, 311-316.
- Wang, Y., Li, J., & Zhao, X. (2022). Green finance for sustainable entrepreneurship: Evidence from emerging economies. *Journal of Business Venturing*, 37(5), 106–123.
- Wang, Y., Li, J., & Zhao, X. (2022). Green finance for sustainable entrepreneurship: Evidence from emerging economies. *Journal of Business Venturing*, 37(5), 106–123.
- Weber, O. (2017). Corporate sustainability and financial performance of Chinese banks. *Sustainability Accounting, Management and Policy Journal*, 8(3), 358-385.
- York, J. G., & Venkataraman, S. (2010). The entrepreneur–environment nexus: Uncertainty, innovation, and allocation. *Journal of Business Venturing*, 25(5), 449–463.
- Zahra, S. A., Sapienza, H. J., & Davidsson, P. (2006). Entrepreneurship and dynamic capabilities: A review, model and research agenda. *Journal of Management Studies*, 43(4), 917–955.
- Zhang, Y., Li, X., & Sun, Q. (2021). Green finance, technology adoption, and climate resilience in agriculture. *Journal of Agricultural Economics*, 72(3), 560–579.